

# La sécurité sociale n'est pas un fardeau

Le paradoxe de notre époque est qu'on détricote au Nord ce qu'on cherche à construire au Sud. Depuis quelques années, les pays en développement qui ne disposent pas de système formel de protection sociale s'appliquent en effet à pallier ce manque.

■ L'approche idéologique ne résiste pas à l'analyse des faits: loin d'être un frein, la protection sociale constitue un levier de développement économique et social. La démanteler équivaldrait à scier la branche sur laquelle est assise notre prospérité.

**D**ans le cadre de l'ajustement budgétaire, une piste privilégiée par le gouvernement belge est de couper dans le budget de la sécurité sociale, présentée comme une charge excessive pour la compétitivité de l'économie belge. Pourtant, cette approche idéologique ne résiste pas à l'analyse des faits: la protection sociale n'est pas un frein, mais un levier de développement économique et social. La démanteler équivaldrait dès lors à scier la branche sur laquelle est assise notre prospérité.

## Outil de réduction des inégalités

La protection sociale a en effet contribué à réduire en quelques décennies les inégalités de revenus de 40-50% dans les pays d'Europe continentale (Belgique, France, Allemagne, Suède, etc.) et de 20-30% dans les pays industrialisés anglo-saxons (Australie, Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni). Si la protection sociale s'est révélée aussi efficace pour réduire les inégalités, c'est parce qu'elle permet de corriger les erreurs et les injustices du marché en redistribuant les richesses entre les différentes catégories de populations: riches et pauvres, jeunes et vieux, bien-portants et malades, employés et chômeurs.

Toutefois, la protection sociale n'a pas seulement un effet positif sur les indicateurs sociaux: elle est aussi un puissant facteur de productivité économique et de changements structurels et technologiques.

Selon l'OIT, il existe ainsi une corrélation directe entre les dépenses sociales par habitant et la productivité mesurée en PIB par heure travaillée. La protection sociale n'est donc pas un fardeau budgétaire, mais un puissant moteur de développement. En

outre, l'existence d'un système de protection sociale permet de réduire les effets sociaux provoqués par les crises économiques – grâce à l'effet contracyclique des "stabilisateurs automatiques" qui ont par exemple permis de diviser par quatre les effets sociaux de la "Grande Récession" en Europe après 2008.

## Détricotage au Nord, mise en place au Sud

Le paradoxe de notre époque est qu'on détricote au Nord ce qu'on cherche à construire au Sud. Depuis quelques années, les pays en développement qui ne disposent pas de système formel de protection sociale s'appliquent en effet à pallier ce manque. Selon l'OIT, 73% de l'humanité – soit cinq milliards de personnes – n'ont pas accès à un système formel de protection sociale. Dans les pays en développement, la protection sociale est donc perçue comme un privilège. On assiste ainsi à un véritable engouement pour la protection sociale dans le Sud: la Chine a adopté en 2010 sa première loi sur l'assurance sociale en vue d'instaurer un système de protection sociale universel; 100% de la population sont désormais couverts par un système de protection sociale dans plusieurs pays en développement comme la Corée du Sud, le Vietnam, le Rwanda ou la Thaïlande;

plusieurs pays d'Amérique latine ont récemment mis en place des systèmes de sécurité sociale (Bolsa Familia au Brésil, Oportunidades au Mexique, plans Jefes y Jefas et AUH en Argentine, etc.).

Contrairement à une idée fautive, garantir l'avenir de la protection sociale est moins une question économique que politique. Présentée en Europe comme un frein budgétaire au dynamisme économique par les idéologues néolibéraux et conservateurs, son absence coûte en réalité plus cher que son existence. C'est pourquoi plus un pays est développé, plus ses dépenses sociales sont importantes: environ 20% de la

richesse nationale des pays développés sont investis dans les dépenses sociales, contre 7% pour les pays à revenu intermédiaire et 4% pour les pays les moins avancés. En outre, plus les dépenses sociales sont mutualisées, plus elles sont efficaces et peu coûteuses: le système privé d'assurance santé aux Etats-Unis coûte ainsi deux fois plus cher que le système public européen (20% contre 10% du PIB) pour une couverture nettement moindre et des résultats plus faibles.

Contrairement à l'image erronée véhiculée par ses détracteurs, la protection sociale n'est pas un luxe devenu impayable. Certes, l'Europe a

besoin d'une harmonisation sociale et fiscale pour enrayer le dumping qui la ronge de l'intérieur, mais elle est loin de représenter un "village d'irréductibles" s'accrochant à un système de protection sociale condamné à être progressivement démantelé sous la pression de la concurrence internationale. C'est au contraire un ensemble de droits que lui envie le reste du monde, qui cherche à son tour à en bénéficier.

## Outil de croissance et d'emploi

Comme le démontre une étude récente du FMI, la redistribution des richesses favorise la croissance et l'emploi. Prétendre, comme le répètent les apôtres de l'austérité, que couper dans les dépenses sociales dope la croissance économique est un non-sens: les dépenses de santé, les retraites et les autres transferts sociaux sont des investissements dans le capital humain et des transferts vers des allocataires qui en dépensent une bonne partie dans l'économie. Les réduire, c'est donc aussi réduire le pouvoir d'achat, la croissance et les recettes fiscales. La protection sociale est non seulement socialement juste, elle est aussi économiquement efficace.

En la détricotant, le gouvernement scie la branche sur laquelle est assise l'économie belge.

Il serait temps qu'il en prenne conscience.

**ARNAUD ZACHARIE**  
Secrétaire général  
du CNCND-11.11.11.

Secrétaire général  
de la FGTB.

**JEAN HERMESSE**  
Secrétaire général  
des Mutualités chrétiennes.

**MARIE-HÉLÈNE SKA**  
Secrétaire générale  
de la CSC.

**JEAN-PASCAL LABILLE**  
Secrétaire général  
de Solidaris.

**STEFAN DECLERCQ**  
Secrétaire général  
d'Oxfam-Solidarité.

**MARC GOBLET**

**PIERRE VERBEEREN**  
Directeur général  
de Médecins du Monde.